



**CONTACT : Gaëlle Giffard**, chef de projet  
« Territoires de Commerce Équitable »  
chefdeprojet@territoires-ce.fr

## Note explicative à l'intention des maires, présidents et élus de collectivités Campagne 'Au-delà de 2015'

### Que demandons-nous ?

Les huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) arrivent à échéance en 2015. Il est temps d'aller au-delà des programmes de développement traditionnels et de s'attaquer de manière globale aux causes profondes des inégalités. Avec cette campagne, le mouvement mondial du commerce équitable demande aux maires, présidents et élus de collectivités de *signer une déclaration conjointe sur la contribution du commerce équitable dans le nouveau cadre de développement post-2015*. La déclaration sera envoyée aux dirigeants mondiaux lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU (septembre 2013) sur le prochain cadre de développement.

### Qui est derrière cette déclaration ?

Le commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à *soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel*.

Le nombre de producteurs et de travailleurs du commerce équitable est estimé à 2,5 millions, répartis dans 70 pays différents. Ce mouvement mondial comprend également 24 organismes de labellisation, plus de 500 importateurs spécialisés, 4.000 magasins du monde, plus de 100.000 bénévoles, 1.000 villes du commerce équitable et des dizaines de millions de consommateurs.

### Explication de la Déclaration

Le mouvement du commerce équitable croit en un monde juste, équitable et durable dans lequel chaque personne peut jouir de ses droits fondamentaux, réaliser son potentiel et vivre à l'abri de la pauvreté. Le futur cadre de développement doit être *participatif, inclusif et réactif*. Nous devons éliminer la pauvreté et les inégalités tout en garantissant la dignité humaine et l'égalité. Le mouvement du commerce équitable demande un engagement pour agir.

Pour protéger, respecter et garantir les droits humains et la cohérence des politiques de développement, le futur cadre doit être fondé sur les *trois piliers du développement durable: social, économique et environnemental*. Cela signifie que nous devons nous concentrer sur l'humain, la planète et les politiques, et intégrer ces éléments essentiels dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Les différents acteurs (Etats, collectivités locales, secteur privé, entreprises et organisations de la société civile, etc.), tous partagent la responsabilité d'assurer un développement durable. Tous les

Une initiative de :



Avec le soutien de :



niveaux de prise de décision et de mise en œuvre - locale, nationale et mondiale - doivent être intégrés pour garantir un développement inclusif et global s'appuyant sur la dignité humaine.

Le commerce peut être un moteur de développement et un outil concret de réalisation des objectifs de développement. Néanmoins, pour que cela soit possible, les règles et les pratiques commerciales doivent être réformées pour soutenir systématiquement les producteurs marginalisés du Sud.

*Le commerce équitable n'est pas de l'assistance*, mais bien un outil d'autonomisation des petits producteurs et des travailleurs exclus des bénéfices du commerce mondial. La pauvreté et les inégalités ne sont pas le résultat inévitable de la croissance économique ou de la mondialisation, mais la conséquence de relations de pouvoir spécifiques et de décisions politiques. Le commerce équitable repose sur des partenariats qui permettent de surmonter la pauvreté et les inégalités au niveau local, d'atteindre une croissance économique durable au niveau national et d'assurer un développement inclusif au niveau mondial. Un partenariat efficace et à long terme entre différents secteurs et acteurs est essentiel pour promouvoir le développement durable.

### ***Pourquoi le niveau local est-il important pour le développement?***

Le cadre de développement a un caractère global dans la mesure où, à la fois les défis auxquels nous sommes confrontés et les solutions appropriées vont au-delà des frontières nationales. Néanmoins, la mise en œuvre des politiques de développement se situe au niveau local et dans les mains des maires et autres collectivités locales. Les collectivités locales représentent les besoins et les visions de leurs citoyens, elles connaissent la meilleure façon de relever les défis auxquels elles sont confrontées. Ce qui est fait au niveau local est essentiel dans la réalisation du développement global.

Afin d'obtenir les meilleurs résultats, nous devons améliorer la coopération et l'interdépendance entre tous les acteurs et tous les niveaux impliqués. Grâce au partenariat, nous pouvons tirer le meilleur parti de nos ressources et nous concentrer sur le renforcement des capacités. Le partenariat pour le développement n'est une approche ni ascendante, ni descendante, mais un point de rencontre se situant entre les deux. Les partenariats doivent être équitables et fondés sur l'interdépendance et les situations de gagnant-gagnant. Ce n'est pas seulement une question d'engagement des acteurs responsables, mais de valeur ajoutée et de potentiel du partenariat. Les collectivités locales ont le pouvoir de sensibiliser la population à des enjeux mondiaux tout en unissant tous les acteurs pour atteindre les meilleurs résultats.

Les collectivités locales construisent des ponts entre la société civile et l'Etat, entre toutes les collectivités locales à travers le monde et entre les secteurs public et privé. Les [Communes du Commerce Équitable](#) constituent un bel exemple de tel partenariat.

Un autre exemple d'engagement au niveau local est l'[Agenda 21](#). Il s'agit d'un plan global qui met en évidence combien les problèmes de développement ne sont pas limités aux seuls pays en voie de développement. Ils concernent également les inégalités au sein et entre pays. Exemple : plus de 70% des populations pauvres dans le monde vivent dans des pays à revenu intermédiaire tels que la Chine, l'Inde, l'Indonésie ou le Nigeria. En tant que telles, ces inégalités socio-économiques constituent des freins importants à la réduction de la pauvreté, la croissance économique et la stabilité politique. L'Agenda 21 a fait avancer le principe de participation dans les processus de prise de décision et a poussé les collectivités locales à agir pour le développement.

Une initiative de :



**FAIR[e]**  
un monde équitable

Avec le soutien de :



**groupe**  
chequedejeuner